

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC EQUIT ET MACHIN AGRIC DES CHARENTES (SEMAC)

57 RUE DE SEGONZAC
16100 Cognac

Références : 2026 049 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0100296487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement SOC EQUIT ET MACHIN AGRIC DES CHARENTES (SEMAC) implanté 57 RUE DE SEGONZAC 16100 Cognac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure préfectorale de 2025.

L'inspection était accompagnée de la police, saisie par le parquet d'Angoulême, pour constater la situation sur site dans le cadre de la procédure pénale en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC EQUIT ET MACHIN AGRIC DES CHARENTES (SEMAC)
- 57 RUE DE SEGONZAC 16100 Cognac
- Code AIOT : 0100296487
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEMAC à Cognac existe depuis 1955.

Sur internet, il est précisé que les activités de la société sont les suivantes : « Achat, vente, entretien de matériel agricole, industriel, automobile ».

L'établissement a fait l'objet d'une inspection inopinée pour s'assurer que l'établissement ne réalise pas des activités susceptibles de relever de la législation des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative VHU (2712)	AP de Mise en Demeure du 08/09/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation n'a que peu évolué depuis août 2025. La mise en demeure préfectorale de 2025 n'est donc pas respectée. Au regard des échanges oraux passés lors de l'inspection du jour, l'exploitant s'engage à initier prochainement le tri et les évacuations de déchets dont les machines agricoles hors d'usage.

À ce stade, l'inspection ne propose pas d'amende administrative. Toutefois, un nouveau contrôle sur site sera diligenté dans les prochains mois pour constater les actions lancées pour remédier à la situation. Dans le cas où la mise en demeure ne serait toujours pas respectée, une amende administrative sera prononcée à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative VHU (2712)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/09/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) susvisé : L'exploitant est mis en demeure de régulariser sa situation : -soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement ICPE au titre de la rubrique 2712, conformément à l'article R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement complet et recevable, et en passant un contrat avec un éco-organisme ou un système individuel agréés de la filière REP des VHU, en application de l'article L. 541- 10-26 du code de l'environnement, -soit, en cas de réduction de l'activité à une surface inférieure à 100 m ² , en contractualisant avec

un éco-organisme ou un système individuel agréés de la filière REP des VHU, en application de l'article L. 541-10-26 du code de l'environnement. Le cas échéant, et dans le cadre d'une dépollution sur site, l'exploitant doit s'engager à respecter le cahier des charges de l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage,

-soit en cessant ses activités (en évacuant les véhicules hors d'usage et les déchets présents sur site et en transmettant les justificatifs attestant de l'évacuation des filières dûment autorisées à les recevoir) et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement. L'exploitant met en place les investigations environnementales qui s'imposent pour diagnostiquer les éventuelles pollutions des sols et des eaux souterraines. À l'issue, l'exploitant met œuvre les éventuelles mesures de gestion des contaminations / pollutions qui auraient été diagnostiquées dans ce cadre.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des trois options ci-dessus il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour la contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréés de la filière REP des VHU, l'exploitant informe et justifie auprès de la préfecture du département de ses démarches engagées, et ceci dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 ; ce dossier intègre également le diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines susmentionné ainsi que les mesures de gestion à mettre en place.

Constats :

En l'absence de réponse de l'exploitant aux constats de l'inspection précédente d'août 2025, une nouvelle inspection inopinée a été réalisée le 15/01/2026. Des agents de police, du commissariat de Cognac, ont accompagné les inspecteurs dans le cadre de la procédure pénale initiée par le tribunal judiciaire d'Angoulême.

Cette visite a permis de constater les mêmes faits que ceux observés en août 2025 dont notamment la présence de divers déchets (plusieurs fûts métalliques, par exemple) et de nombreuses machines agricoles hors d'usage (machines à vendanger, tracteurs...) et corrodées pour certaines, le tout présent dans des ronciers en limite de propriété du site (tout le long). Ces machines agricoles sont assimilables, pour certaines, à des épaves (VHU).

La gestion des déchets issus des activités de démontage et de réparation de machines agricoles est amplement perfectible (stockage dans de mauvaises conditions, accumulation de déchets dangereux...)

Enfin, des fûts d'huile neuve et/ou usagée, d'une capacité de 200 litres, sont présents sur site sans être associés à des rétentions *ad hoc*.

Les constats de nouveau observés démontrent l'absence d'actions correctives mises en œuvre par l'exploitant. La mise en demeure préfectorale prise en 2025 n'est donc pas respectée (le défaut d'enregistrement, au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées, perdure).

Après échange avec M. BOURDAIS par téléphone, ce dernier a indiqué avoir évacué deux à trois tracteurs vers la Pologne depuis la dernière inspection et quelques déchets autres (palettes, par exemple). Il a précisé à l'inspection qu'il envisageait prochainement de procéder à la remise en état de son site qui nécessite au préalable de réaliser un inventaire et de trier les différents éléments entre eux pour définir les filières de traitement.

Au regard de l'engagement pris par l'exploitant de remédier à la situation prochainement, l'inspection ne propose pas à ce stade de prononcer à l'encontre de l'exploitant une amende administrative, en application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement. Une nouvelle inspection sera menée dans les prochains mois pour observer le respect des engagements de l'exploitant de remédier à la situation.

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas encore satisfaite, l'amende administrative sera retenue et proposée à l'autorité préfectorale.

Ci-dessous une planche photographique de la situation constatée le 15/01/2026



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, au fil de l'eau, de tenir informé l'inspection des évacuations de déchets / VHU réalisées. Pour cela, l'exploitant transmet :

- les bordereaux de suivi de déchets des VHU expédiés vers des centres autorisés ;

- les bordereaux de suivi des autres déchets confiés à des filières autorisées ;
- la justification de la commande d'un diagnostic environnemental pour s'assurer de la présence ou non de pollution liée aux activités du site, avec des proposition de mesures de gestion qui s'imposent.

À défaut, une amende administrative sera prononcée à l'encontre de l'exploitant en application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois